



LE SIP ET LE GUICHET FISCAL UNIQUE DANS L'URGENCE ...ET SANS MOYENS !

Comme nous le présentions, nous n'avons rien appris que nous ne savions déjà sur le chantier des SIP et du GFU du département lors de notre rencontre avec le DSF et le TPG, ce 16 mars 2009.

En revanche, nous sommes en mesure de vous confirmer aujourd'hui que les responsables locaux de la DGFip n'ont la main sur RIEN. Le pilote de la fusion est à BERCY, antichambre du gouvernement.

- ◆ Les propositions d'organisation et le calendrier de déploiement proposés par le DSF et le TPG fin 2008 ont été largement « retoqués » par le directeur général.
- ◆ Les SIP du Var (10) devront être mis en place entre novembre 2009 et décembre 2010 (14 mois!).
- De tous les sites accueillant des SIP qui nécessitent des travaux immobiliers (Draguignan, Fréjus, St-Tropez) le projet le + avancé aujourd'hui (en terme de financement) est ST-TROPEZ ! (début des travaux en 06/2009 – fin été voire septembre 2010) !
Aucune visibilité à ce jour sur les possibilités en terme de budget disponible, pour Draguignan et Fréjus (où le nombre d'agents à accueillir implique des aménagements immobiliers conséquents).
- L'opération sur Hyères englobe l'utilisation de l'espace actuellement affecté au logement du gardien-concierge, lors du départ en retraite du titulaire du poste – ce qui laisse à penser que la décision de supprimer l'emploi est déjà prise! La provocation continue!
- Sur les emplois, vous vous en doutez, le DSF comme le TPG se sont déclarés impuissants! « le plan pluri-annuel de suppressions nous contraint ». Donc, pas de garantie du maintien des effectifs actuels dans les CDI! Quant aux emplois transférables, les calculs tiendront compte des résultats de l'ORE (outil de répartition des emplois) au moment de la mise en place des SIP en 2010 (tout chiffre actuel est donc à considérer comme obsolète).
- Sur les missions, nous avons eu droit au discours «politiquement correct» dicté par le directeur général, servi «généreusement», et par l'outil de communication fusionné de la DGFip (Ulysse), et dans la plaquette individuelle en cours de distribution, et qu'on vous réserve également dans les grandes réunions d'information programmées à Draguignan et à la Garde d'ici le 6 avril.

On vous dira: respect des métiers en matière de gestion et de recouvrement (entraide uniquement en période de pointe).

Ce qu'on ne vous dira pas (mais que vous vivez déjà dans les services): les périodes de pointe deviennent la norme.

On vous dira: Dans les SIP suffisamment « étoffés », une équipe sera dédiée à l'accueil généraliste (sur le modèle de l'accueil « Finances » de Toulon - appel ponctuel à des renforts – polyvalence progressive).

Ce qu'on ne vous dira pas :

Quid dans les petits SIP?

L'absorption des suppressions d'emplois, la gestion des absences diverses (congrés de toute nature, formation, etc...) le « dégel » de CDI/CDIF (« suspendu mais pas remis en cause » a confirmé le DSF) vont « de facto », à très court terme, imposer la polyvalence et des renforts quasi-permanents.

On vous dira: l'accueil fiscal de proximité dans les trésoreries qui conserveront des missions fiscales (recouvrement hors SIP) consiste en la délivrance de renseignements dits « simples » en matière de fiscalité des particuliers et en l'enregistrement de demandes plus complexes pour transmission aux CDI/SIP.

Ce qu'on ne vous dira pas : comment élargir son champ de compétence, alors qu'on travaille déjà à flux plus que tendu (c'est également le cas aujourd'hui dans les trésoreries varoises).

On vous dira: plan de formation ambitieux et adapté à chaque type de mission (accueil généraliste – entraide renfort – accueil de proximité) – formation à « enjeu », confiée exclusivement à des formateurs de catégorie A.

Ce qu'on ne vous dira pas: sur quel principe s'appuie-t-on pour établir que les B et les C (qui réalisent ces missions dans les 2 filières au quotidien ne sont pas aptes à dispenser ces formations ? Si ce n'est que c'est encore un moyen de porter atteinte à un supplément de rémunération des agents les moins bien payés de la DGFip!

On vous dira (peut-être):les travaux sont en cours nationalement pour établir les normes précises de classement des DLU (directions locales uniques). Celle du Var devrait être une première catégorie avec une équipe mixte de commandement – filière fiscale, filière gestion publique et missions transverses. Le DSF et le TPG doivent faire des propositions de conception de la DLU à la DG d'ici l'été.

Ce qu'on ne vous dira certainement pas (pour ne pas vous faire peur): le passage en DLU pourrait intervenir dès 2010 – avec une probable implantation des services sur 2 bâtiments – le maintien sur le site des Lices est compromis – la localisation de la nouvelle direction est intimement liée à la refonte des services préfectoraux, et sera de manière certaine arbitrée par PARIS.

Aucune lisibilité à ce jour sur l'organisation des services et de son impact sur le niveau des effectifs.

Enfin, ce qu'on risque de vous rappeler avec insistance: le supplément d'IMT (29 € nets par mois), l'abondement des plans de qualification (toujours insuffisants) etc...

En résumé, langue de bois et poudre aux yeux !

Vous l'aurez compris, aucune réponse concrète n'a été donnée aux revendications de la pétition que vous avez largement signée, et qui a été remise au DSF et au TPG le 29 janvier dernier.

Aucune réponse concrète non plus, à attendre de la grande opération de « com » destinée à vous vendre la fusion et ses conséquences désastreuses !

Ce que vous devez avoir également bien présent à l'esprit, c'est que chaque fois que le DG et les ministres ont reculé, ils l'ont fait sous la pression des personnels et des organisations syndicales.....L'amélioration des plans de qualification, le supplément d'IMT, le report depuis juin 2008 du projet de loi sur la mobilité, le desserrement du calendrier des groupes de travail nationaux, le gel du rapprochement CDI/CDIF, le report des CTP sur les SIP et les GFU(fin 2008)...sont à mettre au crédit de la mobilisation.

Les OS nationales ont demandé une pause dans le déploiement des nouvelles structures, et l'ouverture de nouvelles discussions sur les très nombreux points de désaccord.

Boycottons les réunions de propagande prévues du 24 mars au 6 avril, et renvoyons à titre symbolique toutes les brochures à leur expéditeur.

Par ce geste, demandons l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'emploi, les conditions de travail et la rémunération en lieu et place de ce pseudo dialogue social dont se vante le gouvernement et qui en fait n'est qu'un monologue destiné à justifier le dynamitage du service public.

